

Quel internationalisme dans le contexte de la crise ukrainienne ? Les yeux grands ouverts contre les “campismes” borgnes

jeudi 19 mai 2016, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : janvier 2016).

Sommaire

- [L'argument de l'OTAN comme](#)
- [Mais voyons les arguments](#)
- [Les jeux de grandes puissances](#)

Nul doute que les Etats-Unis se sont saisis de la crise yougoslave pour maintenir et relancer l'OTAN quand elle aurait dû être dissoute en 1991 en même temps que le Pacte de Varsovie. On ne peut non plus douter du fait que Washington s'efforçait de propulser une forme de gestion “euro-atlantique” des conflits balkaniques. C'est pourquoi les internationalistes devaient se mobiliser contre les bombardements “humanitaires” de l'OTAN. Mais en même temps, n'était-il pas nécessaire de dénoncer la politique “grand-serbe”, en particulier sur l'enjeu concret du Kosovo, tout en combattant les positions “anti-Serbes” ? Est-ce que la question nationale albanaise était simplement une “création impérialiste” ? Et est-ce que le fait que le “Parti socialiste” de Milosevic avait noué une alliance organique avec les partis et milices nationalistes grand-serbes était un enjeu secondaire ?

Le profil affiché par Milosevic pendant son procès ne fut aucunement socialiste et/ou anti-impérialiste : son argument était que les puissances occidentales qui l'avaient attaqué s'étaient trompé sur qui était leur “véritable ennemi” - l'islamisme, censé être la menace réelle en Bosnie et au Kosovo. Il n'y avait rien d'anti-impérialiste dans tout cela. Et en pratique, nous ne pouvions mobiliser (en France, notamment) contre l'OTAN sans mettre en avant un slogan à trois dimensions, ajoutant au “ni l'OTAN, ni Milosevic” un soutien au droit des peuples (kosovars) à l'auto-détermination. Ce troisième axe exprimait une résistance potentielle au type de “soutien” que l'OTAN apportait à la cause albanaise, qui ne pouvait que prendre la forme d'un “protectorat” impérialiste. Mais cette formule indiquait aussi une opposition globale à toutes les formes de dominations (impérialistes ou autres, sans mettre de “symétrie” entre elles [1] ; et elle était également cohérente avec un jugement programmatique et politique : il existait une vraie question nationale albanaise non résolue. La manière de la traiter d'un point de vue socialiste et internationaliste ne pouvait que relever d'une procédure démocratique quant aux “solutions” - qu'il ne fallait pas assimiler à des Etats-nations “ethniquement purs”. Ni la politique grand-serbe, ni l'OTAN ne pouvait tolérer une telle procédure. Et c'est aussi pourquoi rien n'a été stabilisé au Kosovo jusqu'à ce jour.

Dans un contexte différent où le régime de Poutine est certainement bien davantage “impérialiste” que ne l'était celui de Milosevic, une telle approche est encore plus adéquate face à la question nationale ukrainienne et dans le contexte du nouveau désordre mondial. Tout en considérant qu'il est correct de mettre l'accent contre “sa propre bourgeoisie” - contre diverses puissances occidentales, ici et là russe - mon point de vue est que cela n'est pas suffisant : la Russie (comme la Chine) est à présent un acteur majeur dans le cadre d'une compétition capitaliste globalisée, et non

une alternative. Les différents points de vue campistes éclairent des vérités partielles mais donnent une vision globale déformée.

L'argument de l'OTAN comme ennemi principal

Depuis le début des années 2000s, environ, se sont manifestés des traits d'une nouvelle guerre froide contre l'Etat fort poutinien. C'est Zbigniew Brzezinski qui a le mieux exprimé le point de vue impérialiste étasunien et ses préoccupations contre toute affirmation autonome de "l'Europe" ou d'une puissance russe. Il a décrit l'Ukraine (en raison de sa taille, de ses liens historiques, culturels et matériels avec la Russie et en tant que principale route du pétrole vers l'UE) comme enjeu "stratégique" contre le nouvel Etat fort russe. Plusieurs "événements significatifs" combinés ont renforcé la perception par Poutine d'une politique d' "endiguement" (*containment*) ou d'isolement de la Russie - les élargissements vers l'est de l'UE et de l'OTAN, les dites "révolutions colorées" [2] aux alentours de 2004, en particulier en Ukraine, le projet de bouclier de défense anti-missiles, le soutien des EU à de nombreuses ONG, jusques et y compris le soutien occidental explicite aux mobilisations de Maidan...

... Mais, comme au bon vieux temps stalinien, l'argument de la conspiration "occidentale" a été utilisé pour consolider en Russie des lois répressives et de violentes attaques contre des oppositions sociales et politiques. Il n'est pas nécessaire de soutenir le régime de Poutine pour exprimer la vérité sur l'expansion de l'OTAN et critiquer les politiques de l'UE et des EU. Mais la logique "campiste" atténue ou empêche l'approche critique du "camp" que l'on soutient : la "guerre du gaz" menée par Poutine devient un instrument "légitime" pour contrôler les choix ukrainiens contre "l'autre camp". De même, la logique répressive interne du régime poutinien devient une réponse "légitime" aux pressions impérialistes, ou un "moindre mal". Aucune critique n'est exprimée contre les politiques et discours grand-russes de Poutine - de la Tchétchénie à l'Ukraine - ni sur sa façon de traiter tous ses opposants et les mouvements sociaux comme des "pions" de l'impérialisme. Sous la pression du critère de "ne pas critiquer son propre camp", il n'est pas possible de mettre en évidence combien Poutine pouvait craindre qu'un mouvement de type Maidan se retourne contre son propre régime oligarchique. Les "vérités" que vous soulignez se transforment en une vision conspiratrice de l'ordre mondial et un réductionisme géo-politique.

Il n'est pas utile, selon une telle logique campiste d'analyser concrètement à quel point Maidan en 2013/2014 était *différent* des mouvements similaires relevant de la "Révolution Orange" : que s'était-il passé entre les deux ? Une profonde désillusion populaire envers les candidats et partis soit-disant "démocrates" pro-occidentaux, tout autant corrompus que les autres. La thèse campiste est qu'un "coup d'Etat fasciste" soutenu par l'Occident s'est produit à Kiev contre un président élu. Cette position ne s'intéresse pas à la réalité du mouvement social, ni à la perception populaire de Ianoukovitch depuis son élection - avec le discrédit d'un régime familial oligarchique basé sur un pouvoir personnel. Maidan est devenu un soulèvement populaire massif non pas sur les enjeux européens, mais après les premiers morts comptés parmi les manifestants de décembre, puis, à nouveau, après les lois répressives votées en janvier qui ont étendu les inquiétudes populaires contre le régime dans tout le pays. Les milices d'extrême-droite sont devenues populaires non pas à cause de leur programme, mais contre la violence des Berkouts (forces de sécurité) qui a accru la perte de légitimité du Président, même dans sa propre région d'influence. En comparaison avec les élections de la Révolution Orange, en 2005, Maidan fut bien davantage "anti-partis : Ioulia Timochenko et ses soutiens ont lourdement perdu dans les élections ukrainiennes de 2014, comme tous les autres partis du parlement Ianoukovitch - y inclus la droite radicale qui était supposée avoir contrôlé le "coup fasciste" selon la propagande poutinienne.

Mais voyons les arguments faisant de Poutine "l'ennemi principal"

A nouveau, on peut commencer par quelques vérités. Depuis le début de la crise, c'est de Russie qu'est venue une réelle et concrète intervention militaire - rompant tous les accords signés avec l'Ukraine dans les années 1990s. La Crimée et Sébastopol avaient des statuts autonomes reconnaissant leurs spécificités après l'indépendance ukrainienne. Poutine a mobilisé deux types d'arguments pour "légitimer" l'annexion : une soit-disant "menace" contre les populations russes ou russophones - qui n'existait pas (même la loi sur les langues officielles utilisée pour "illustrer" cette menace a été retirée) et une vieille idéologie sur le Monde passé/présent russe incluant la "Nouvelle Russie" (*NovoRussya*). Poutine a consolidé sa popularité après une période de montée des contestations sociales et politiques, avec une propagande agressive, imprégnée de mélanges idéologiques d'extrême-droite glorifiant la dimension grand-russe du passé tsariste ou stalinien. Et même si la majorité de la population de Crimée était russe et fut heureuse de retourner en Russie, le soit-disant référendum en Crimée - et pire encore ceux de Donetsk et Lougansk ensuite - fut réalisé sans aucune procédure démocratique. Les choix et mobilisations pro-ukrainiens furent stigmatisés comme "fascistes" comme dans la pire période stalinienne. Et globalement, les discours poutiniens ont questionné la légitimité d'une Ukraine indépendante dans ses frontières. Tout cela ne pouvait être perçu que comme une "menace impérialiste" en Ukraine - and dans plusieurs anciennes républiques soviétiques dotées de minorités russes, comme les Etats baltes.

Tout cela est vrai et doit être critiqué. Mais avec des lunettes "campistes", à nouveau, on omet d'autres "faits" et l'on donne une présentation déformée de l'ensemble du paysage : rien n'est dit de l'exploitation de cette crise pour étendre la présence de forces de l'OTAN dans la région, et l'on minimise la réalité des responsabilités occidentales dans l'éclatement de la crise récente, ou bien elle est réduite à un vague environnement socio-économique, alors qu'on devrait dénoncer le type de "choix" qui étaient proposés par l'UE à Ianoukovitch en 2013 : alors que le pays était confronté à une forte crise d'endettement, ce qui lui était offert sous forme d'"Association" était un accord radical de libre-échange, sans statut de membre, et en contradiction avec les relations commerciales russo-ukrainiennes ; "l'aide" du FMI était conditionnée aux "réformes" drastiques bien connues imposant de nouvelles privatisations, la baisse des retraites et des salaires des fonctionnaires, des augmentations de prix pour l'énergie. Ce qui n'était pas mieux que la "guerre du gaz" imposée par la Russie.

Si le campisme pro-Poutine discrédite Maidan à cause de ses soutiens d'extrême-droite, la version anti-Poutine minimise l'influence de ces derniers et dépeint Maidan comme une "révolution pro-européenne démocratique" - comme si des choix clairs et démocratiques avaient été exprimés.

Le même type de vision polarisée identifie les conflits dans le Sud-est de l'Ukraine comme une pure "agression russe" versus la thèse de la "guerre civile", selon la propagande de Moscou - alors que la population locale est piégée entre les bombes des deux parties d'une "guerre hybride" [3]. Selon le campisme anti-Poutine, l'"Opération anti-terroriste" (OAT) de Kiev et tous ses "bataillons" de volontaires sont considérés comme patriotes et comme forme de résistance "légitime" contre le projet "impérialiste russe" d'annexion du pays - sans aucune approche critique des courants d'extrême-droite spécifiques que Kiev a du mal à contrôler. La thèse d'une pure guerre d'agression extérieure nie tout soutien populaire local aux "républiques populaires" autoproclamées dans le Donbass et refuse toute négociation avec les rebelles : elle omet de critiquer l'utilisation par Kiev d'une propagande de guerre anti-russe (similaire à son équivalent à Moscou) visant à empêcher des protestations sociales de s'exprimer ; de même ces analyses omettent de mentionner la répression ou la censure politique (si ce n'est l'interdiction) des points de vue ou partisans du "camp opposé" dans la guerre.

Les jeux de grandes puissances dans un capitalisme globalisé multipolaire

En prenant partie pour un ennemi unique, on ne peut faire l'analyse de réels intérêts communs conflictuels et de liens entre les différentes puissances. Poutine n'a jamais incarné une alternative critique aux guerres des EU ou au "modèle" de l'UE. Il a offert ses services contre "le terrorisme islamique" après le 11/09/2001 comme aujourd'hui en Syrie. Et il voulait que la Russie soit partie prenante d'une "construction européenne" globale ; le fonctionnement de l'UE est pris comme "modèle" pour le projet eurasiatique avec le but de négocier avec les principaux pouvoirs de l'UE une sorte de projet européen "bi-polaire".

Malheureusement pour quelques espoirs gauchistes, Poutine était plus proche de Merkel que de Syriza (à la fois d'un point de vue socio-économique que géo-politique). La Russie fournit environ le tiers des besoins de l'UE en gaz naturel et est le troisième principal partenaire commercial de l'UE - particulièrement important pour l'Allemagne, la France et l'Italie. Ce qui est un enjeu dans les deux sens : la dépendance extrême de la Russie dans ses relations financières et commerciales avec l'UE (bien plus que ce n'est le cas avec les autres pays des BRICS) est une caractéristique majeure de son économie. Outre le fait que les sanctions ne sont pas sans impact, l'effort de Poutine de réduire sa dépendance envers les liens européens en accroissant ceux avec la Chine ne peut avoir d'efficacité de court terme.

La Russie et la Chine actuelles n'offrent pas d'alternatives à la domination impérialiste car elles veulent être intégrées à la Cour des Grands - et il existe certainement des divergences au sein de l'administration US entre ceux qui poussent à une nouvelle Guerre froide ou "tiède" et les partisans d'alliances organiques. Mais on peut largement douter de la volonté de l'OTAN d'entrer en conflit avec la Russie pour soutenir ses nouveaux membres en Europe de l'Est. D'un autre côté les interventions militaires de Poutine dans cette région, même si elles sont plus menaçantes, sont confrontées à trois limites principales : premièrement, elles pourraient remettre en cause les liens dominant qu'il veut consolider avec les puissances occidentales.

Deuxièmement, la politique agressive de Poutine en Ukraine n'a pas été appréciée pour les nouvelles républiques indépendances provenant de l'ancienne URSS avec lesquelles Moscou voudrait construire son projet eurasiatique. Troisièmement, le contexte de la Crimée est très spécifique : d'autres annexions exigent un soutien populaire local qui n'a rien d'évident, même dans le Donbass. De plus, elles seraient coûteuses : même en Crimée, en plus du conflit avec les Tatars et d'autres citoyens ukrainiens désireux de rester en Ukraine, des tensions ont surgi entre les services de la Fédération russe et les nouvelles autorités locales concernant la "mauvaise gestion" des fonds. Poutine préférerait certainement utiliser les "républiques populaires" du Donbass comme levier pour influencer sur la politique ukrainienne que d'avoir à payer pour leur intégration en Russie même.

Globalement, on peut suspecter que les négociations secrètes impliquant Poutine, Hollande et Merkel, concernant l'application des accords de Minsk, ont porté sur d'autres enjeux - par exemple le prix du gaz et la Syrie ?

Les forces progressistes en Ukraine (et dans le reste de l'Europe) n'ont pas d'influence sur les "accords de paix" de type Minsk. Mais elles ont un réel besoin de cessez-le-feu pour contrer de tous les côtés - de Kiev à Moscou - la propagande de guerre, ses mensonges, et ses efforts pour empêcher des mobilisations sociales et démocratiques, ici et là. Elles ont également un grand besoin de surmonter les positionnements "campistes" qui divisent la gauche anti-impérialiste, incapable de se lier aux aspirations populaires démocratiques et sociales réelles et similaires des courants et mouvements pro ou anti-Maidan.

Les composantes internationalistes de la gauche n'ont pas besoin d'être d'accord sur les

“qualificatifs” pour juger Maidan ou ce qu’est “l’impérialisme” pour s’opposer) tous les rapports de domination internes et internationaux – de la Russie aux puissances occidentales – et à toutes les positions de droite et réactionnaires.

Ce sont les discours et la politique agressive de Poutine qui ont consolidé des attentes favorables à l’OTAN au sein de la population ukrainienne : on ne peut combattre de façon efficace contre l’impérialisme occidental (et contre l’OAT/Opération anti-terroriste de Kiev) sans une critique concrète des politiques grand-russe et sans exiger un cessez-le-feu et le retrait de toutes les forces militaires russes.

De même, on ne peut combattre efficacement le militarisme grand-russe sans critiquer l’existence même et l’expansion de l’OTAN ; et on ne peut défaire le pouvoir et les milices des dirigeants auto-proclamés des “Républiques populaires” de Donetsk et Lougansk sans un cessez-le-feu mettant fin à l’OAT de Kiev et à ce qu’elle implique dans le comportement envers les populations de ces régions.

Il n’y aura pas de stabilisation pacifique sans mécanisme démocratique d’autodétermination pour toutes les parties de l’Ukraine : toute forme de “constitution de Dayton” élaborée sans procédure démocratique impliquant le peuple ukrainien lui-même restera très fragile.

Catherine Samary

P.-S.

* Référence publication en langue anglaise : Journal of Contemporary Central and Eastern Europe. Volume 24, Issue 1, 2016 :

<http://www.tandfonline.com/eprint/6mggyJ88szwMbtXiFdE6/full>

Notes

[1] L’utilisation du même concept d’ “impérialisme” - pour différentes formes et contenu de domination n’est pas fructueuse. Il y a des continuités mais aussi des discontinuités importantes entre le tsarisme “impérial” le stalinisme grand-russe et, depuis la restauration capitaliste, l’émergence de nouveaux types d’impérialismes en Russie ou en Chine, qu’il faut analyser concrètement. Il n’était pas nécessaire de caractériser comme “impérialiste” (ou “capitaliste”) un rapport de domination pour le rejeter. Quelle qu’ait été la phase précise de la transformation capitaliste de la société serbe à l’époque du règne de Milosevic, il aurait été stupide de le considérer comme “impérialiste” - sous cet angle, le critère “ni, ni” ne signifiait pas une symétrie ; et du point de vue de la destruction et du discrédit du projet socialiste yougoslave, la politique de Milosevic fut bien plus désastreuse que l’OTAN.

[2] Lire Vicken Cheterian (dir) : From Perestroika to Rainbow Revolutions, (Hurst publication, 2013). Voir aussi sur ce sujet les articles du Monde Diplomatique

[3] Cette formulation est généralement utilisée pour décrire différentes formes de guerres non déclarées , telles que celle utilisée par Poutine. Mais elle peut aussi désigner ici la combinaison de guerre civile et d’intervention extérieure réelle venant de Russie. Les mères de soldats russes ont dénoncé la mort de leurs enfants en Ukraine ; et la Russie de Poutine ne pouvait permettre,

politiquement, une défaite des rebelles "pro-russes" : en août 2014, il y eut une aide militaire externe croissante combinée avec des changements politiques visant à la fois un meilleur contrôle sur les dirigeants auto-proclamés mais aussi l'augmentation de leur "profil ukrainien" - avant des négociations internationales.